

grasses végétales. Ajoutons qu'une forte partie de la population agricole de l'Afrique du Nord se serait trouvée dans une situation désespérée faute de récolte. Voilà un faible exemple de la tâche que devra accomplir l'UNRRA lorsque les troupes ennemies reprendront le chemin de l'Europe et que l'Asie et les populations conquises retrouveront leur liberté.

Maintenant, la question qui se pose naturellement dans l'esprit de tout le monde doit être la suivante: "Combien nous coûtera tout cela?" Etant donné que, de l'avis des plus hautes autorités de quarante-quatre nations en guerre, il s'agit de savoir si la civilisation démocratique doit survivre ou périr, certaines gens inclinent peut-être à dire que le coût ne compte pas. Il nous faut payer ou périr. Ou bien encore, ces gens envisagent le problème comme la femme qui disait dans un dessin humoristique paru récemment: "Cesse d'examiner ces formules de déclaration d'impôt sur le revenu. Nous n'avons pas les moyens de nous occuper de cela." Ce qu'il y a de plus singulier, à mon humble avis, c'est que nous pouvons facilement nous en occuper; ce n'est qu'une bagatelle.

J'ai vu des chiffres officiels établissant que les Nations Unies souscriront ensemble environ 2½ milliards de dollars pour assurer l'exécution de cette tâche et fournir aux pays victimes de la guerre les choses dont ils ont immédiatement besoin et les aider à reprendre le dessus et à être en état de subvenir à leurs propres besoins.

Ce montant est basé sur la décision prise à la réunion d'Atlantic City et qui veut que les nations contributrices fournissent 1 p. 100 de leur revenu national pour l'année terminée le 30 juin 1943. Je crois comprendre que la contribution du Canada sera de 70 à 90 millions de dollars.

Après tout, si je me souviens bien, le Canada a fourni deux fois déjà un milliard de dollars pour la cause des Nations Unies, et je n'ai pas encore vu un seul citoyen canadien qui en soit appauvri. Je n'ai pas encore vu un seul Canadien qui était plus prospère qu'il l'est maintenant, alors que le Canada n'avait encore rien fourni à cette cause, à moins qu'il n'ait été atteint par des malheurs qui n'ont rien à voir avec les finances de guerre. Le Gouvernement éprouve aujourd'hui autant de difficulté à empêcher les gens de dépenser leur argent follement et sans esprit patriotique qu'il en éprouvait avant de fournir ces contributions d'un milliard par année, et on semble généralement d'avis que si le Dominion du Canada avait gardé deux milliards de dollars dans ses propres coffres,

les gens n'auraient pas eu plus d'argent à dépenser, le Canada n'aurait pas été plus riche. Personne n'aurait été plus riche, personne n'aurait été plus prospère.

N'étant pas un économiste de carrière, ni un banquier international ni un comptable agréé, j'ignore comment cela se fait. Je suis même prêt à admettre que les économistes, les banquiers et les comptables eux-mêmes l'ignorent peut-être. Toutes les autres sciences ont dépassé ceux qui les interprètent à tel point que les plus grands savants ont peu ou point d'idée de la façon dont ils réalisent les merveilles de la science, comme ils le font aujourd'hui. J'ai lu l'autre jour qu'aucun membre du monde médical ne peut dire de façon exacte comment la pénicilline et les sulfamidés font des merveilles. Ils en connaissent tout simplement les effets. Comme disait le vieux Galilée: "Si muove". Cela peut être contraire au bon sens ou à la raison, mais le résultat est là.

Je suppose que la science économique a tellement progressé que les économistes eux-mêmes ignorent comment elle fonctionne et éprouvent des difficultés à se rendre compte de son fonctionnement.

Il est évidemment intéressant de savoir que les milliards de dollars donnés annuellement ne l'ont pas été en numéraire et que les 70 ou 90 millions ne le seront pas non plus. Suivant l'accord d'Atlantic City, les nations contributrices sont censées fournir seulement 10 p. 100 de leur contribution en devises étrangères disponibles. Le solde sera dépensé dans le pays contributeur grâce à l'achat des denrées que ce pays produit et dont l'UNRRA aura besoin pour porter secours aux pays nouvellement libérés.

Cela signifie que la majeure partie de la contribution du Canada sera en réalité en grain et en farine. Or, ce grain est déjà dans les entrepôts. Il y a à peine quelques années, les cultivateurs de l'Ouest faisaient faillite et les arrimeurs de Montréal faisaient appel à la charité publique parce que nous ne pouvions nous débarrasser de ce grain. Nous allons pouvoir maintenant nous en défaire. Tout va bien. Ne devrions-nous pas être contents? Il n'est point besoin que les cultivateurs cherchent à se procurer l'argent nécessaire pour acheter du grain; ils l'ont déjà, ou, du moins, ils ont reçu l'équivalent en crédit lorsqu'ils ont expédié leur grain aux éleveurs. Sans doute, il est possible que le Gouvernement soit forcé de biffer de ses livres, dans la colonne "avoir", l'inscription des millions de dollars portés au crédit des cultivateurs qui ont livré le grain. Bien entendu, le Gouvernement doit payer l'intérêt de cet argent, car lorsqu'il a consenti le crédit, quelqu'un, à son